

V. — La production et l'emploi

Après les froids du début de l'année qui ont réduit la production, notamment dans le bâtiment et les travaux publics, un rattrapage est attendu au printemps. Au second semestre, la croissance industrielle, tirée par la reprise de la consommation des ménages, serait également soutenue.

Cette progression de la production sera toutefois trop modérée et trop tardive pour empêcher une nouvelle baisse de l'emploi en 1985, d'une ampleur

analogique à celle observée l'an dernier (- 1,4 % pour l'ensemble du secteur marchand non agricole). Une telle baisse de l'emploi devrait, selon les tendances antérieures, provoquer une augmentation du nombre des chômeurs d'environ 20.000 par mois. Mais l'accroissement du nombre des demandeurs d'emploi recensés par l'ANPE sera certainement plus faible avec le développement des Travaux d'Utilité Collective (TUC) et la mise en inactivité des demandeurs âgés de plus de 55 ans qui le souhaitent.

1. Les équilibres emplois-ressources

La croissance du produit intérieur brut (+ 1,8 %) a été soutenue en 1984 par des récoltes céréalières exceptionnelles. Sous l'hypothèse d'un retour à la normale de la production agricole, le produit intérieur brut marchand s'accroîtra plus faiblement en 1985.

Les évolutions en cours d'année seront cependant plus favorables. Ainsi dans la production manufacturière, la croissance, en glissement, est estimée à + 2,8 % en 1985 (après + 1,4 % en 1984) : un recul au quatrième trimestre 1984 et au premier trimestre 1985 serait suivi d'une progression soutenue sur les trois derniers trimestres de l'année. Cette croissance de la production résulte, fait nouveau depuis la mi-1982, d'une reprise de la consommation, sensible au deuxième semestre 1985 grâce notamment aux réductions des impôts des ménages. Après un stockage involontaire en fin d'année 1984, lié à une baisse inattendue de la demande, les entreprises, gênées dans leur activité par le froid, réduisent leur formation de stocks au 1er trimestre 1985. On suppose que la variation des stocks s'accroîtra ensuite modérément tout au long de l'année, accompagnant le mouvement de la demande et contribuant à la croissance.

Produits manufacturés : équilibre ressources-emplois résumé (Volume aux prix de l'année 1970)							taux de croissance en %					
1984							1985					
84.1	84.2	84.3	84.4	GA	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	GA	MA
0,9	-1,4	3,6	-1,6	1,4	1,6	Production effective	-0,7	1,5	1,0	1,0	2,8	1,4
0,4	0,4	0,4	3,9	5,1	3,0	Importations	-2,0	1,2	1,5	1,5	2,2	3,1
3,5	-3,6	4,4	1,5	5,7	7,8	Exportations	0,5	1,5	0,5	1,0	3,5	4,5
-1,5	-0,5	0,4	-1,7	-3,3	-2,1	Consommation des ménages	0,5	-0,2	1,0	0,9	2,1	-0,2
0,3	0,2	0,3	0,5	1,3	2,3	Consommation des APU	0,3	0,3	0,3	0,3	1,2	1,3
0,9	-0,8	-0,3	-1,6	-1,7	0,5	FBCF totale dont :	0,9	0,7	0,9	0,9	3,5	0,6
1,0	-0,4	-1,1	-2,1	-2,7	1,1	Entreprises	1,0	0,8	1,0	1,0	3,8	0,0
-0,2	1,7	2,5	3,4	///	7,4	Variation de stocks (milliards de francs 1970)	0,7	1,8	2,5	3,1	///	8,1

Ainsi, en 1985, la demande intérieure prend le relais du solde extérieur dans les emplois de la production manufacturière. En 1984, l'accroissement de la production a résulté de l'amélioration du solde extérieur alors que la demande intérieure stagnait. En 1985, les marchés intérieur et extérieur contribuent respectivement pour 0,9 % et 0,5 % à la progression de la production de biens manufacturés (+ 1,4 % en moyenne annuelle).

2. La production industrielle

L'évolution des différentes composantes de la demande que nous venons d'examiner donne des indications sur la croissance prévisible des différents secteurs industriels sur l'ensemble de 1985. Mais, pour le début de l'année, on dispose d'informations plus précises grâce à l'enquête trimestrielle sur l'activité. Celle-ci fait apparaître que, sauf pour les biens intermédiaires, la croissance des différents secteurs au deuxième trimestre telle qu'elle est prévue par les industriels, est tout à fait compatible avec l'évolution des différentes composantes de la demande.

Sur l'ensemble de l'année, la production de l'industrie manufacturière augmenterait d'environ 1,4 %.

Dans les biens de consommation, après un repli en fin d'année 1984 et au 1er trimestre 1985, l'activité semble de nouveau bien orientée. Les prévisions à la hausse des industriels semblent en effet corroborées à la fois par l'amélioration de leurs carnets de commandes et par les informations issues des enquêtes commerce. Les commerçants aussi bien détaillants que grossistes ont en effet observé une amélioration de leurs ventes en début d'année et, si les détaillants restent ré-

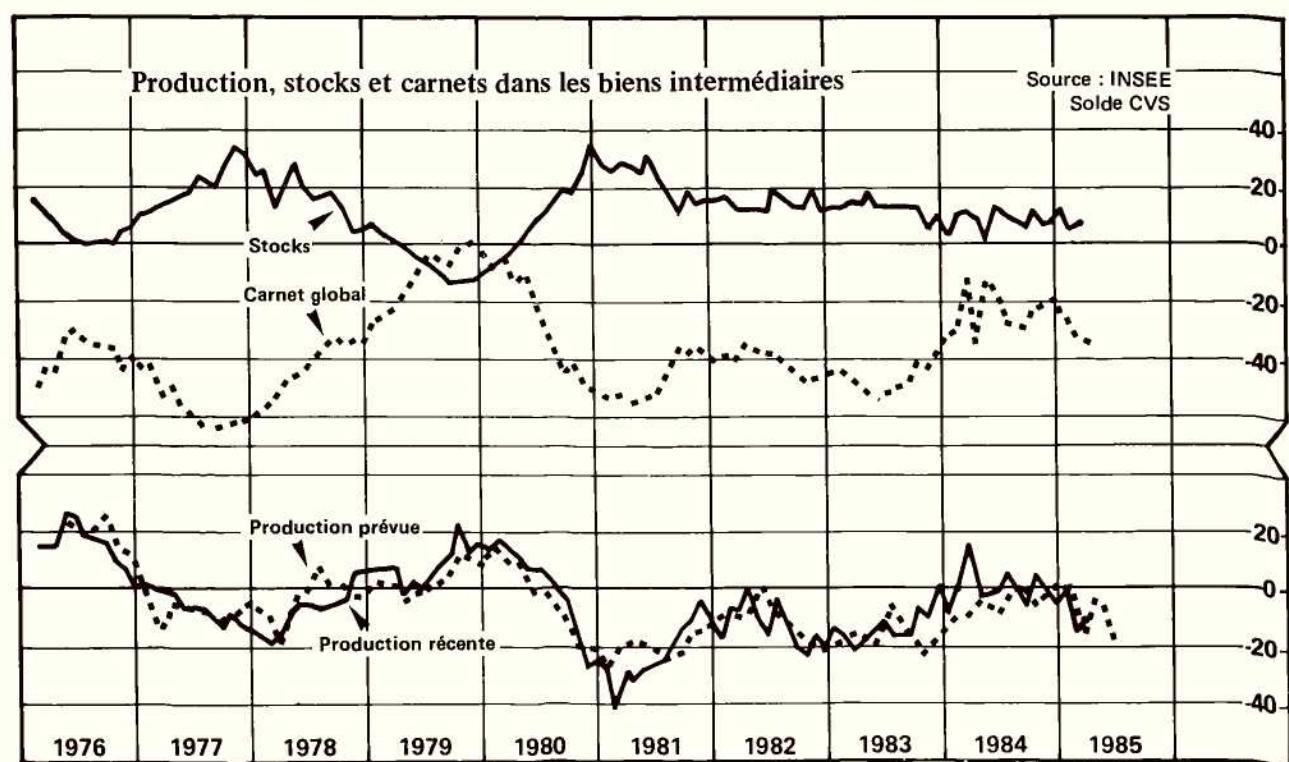
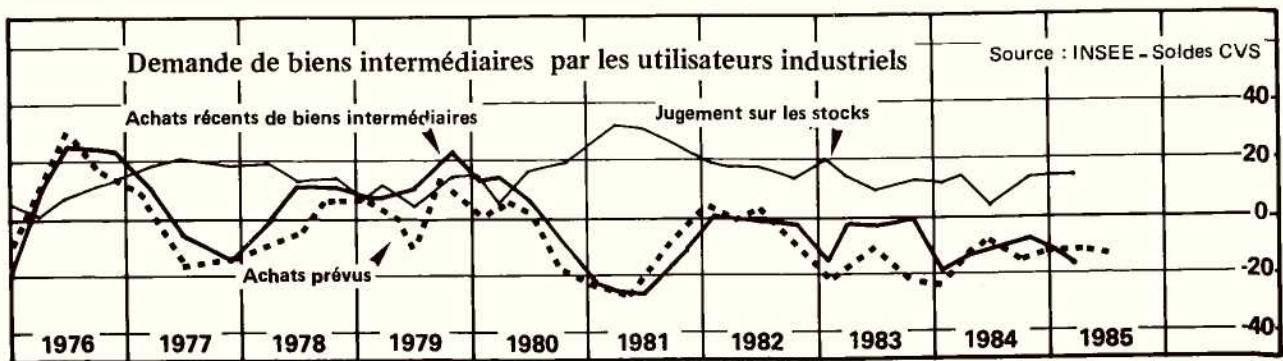
servés, les grossistes accroissent leurs intentions de commandes. La consommation baîssera un peu au deuxième trimestre mais cette baisse sera absorbée par les stocks du commerce. L'activité croîtra vraisemblablement aussi au second semestre en liaison avec l'amélioration des revenus des ménages. Ce mouvement restera cependant modéré, car la croissance de la demande étrangère qui avait été forte en 1984, se ralentira.

La production de biens d'équipement a plafonné au 1er trimestre, mais elle devrait reprendre sa progression par la suite. Les industriels sont en effet optimistes sur leur production au cours des prochains mois et les grossistes annoncent des commandes en augmentation.

Comme en 1984, la situation dans ce secteur sera très contrastée. La construction électrique et électronique restera la branche la plus dynamique tandis que la production de la construction navale reculera de nouveau. La production se stabilisera au contraire dans la construction aéronautique tandis que l'année 1985 sera favorable dans la construction mécanique.

Pour l'automobile, l'année 1984 avait été une année noire, les immatriculations de voitures particulières reculant de 11 % et la production totale de la branche de 4 %. L'année 1985 verra sans aucun doute un redressement d'autant que la consommation de biens durables, et en particulier d'automobiles est très sensible à l'amélioration du revenu des ménages. D'autre part, les constructeurs français ont rajeuni leur gamme et devraient maintenir un bon courant d'exportations. On retrouverait ainsi fin 1985 un niveau d'activité voisin de celui de 1983.

Les perspectives d'activité dans les biens intermédiaires sont plus difficilement cernables. Selon les réponses des industriels à l'enquête activité de mars, la production a baissé au 1er trimestre et devrait continuer à baisser au cours des prochains mois. S'il est vrai que la reprise amorcée à la mi-1983 s'essouffle dans certains secteurs comme la sidérurgie et le verre, on ne peut pourtant déduire de ces indicateurs que le point de retournement a été atteint dans les biens intermédiaires. En particulier, la baisse de l'activité au 1er trimestre est largement imputable à l'effet de la vague de froid de janvier qui, si elle a été particulièrement néfaste dans le secteur des matériaux de construction, n'a pas pour autant épargné les autres branches. En revanche, une reprise technique a eu lieu en février où l'activité semble avoir été soutenue et c'est vraisemblablement en référence à ces niveaux d'activité que les industriels ont répondu à l'enquête que leur production allait être moins forte. D'autres indicateurs tempèrent l'impression laissée par la courbe des soldes de production passée et prévue. Ainsi les stocks restent légers et les carnets de commandes restent mieux garnis qu'ils



ne l'étaient en 1983. Les intentions de commandes des grossistes sont bien orientées. Enfin, les industriels qui jugent normal le niveau de leurs stocks de matières premières hors énergie n'envisagent pas de ralentir leurs achats. Aussi est-il vraisemblable que l'activité dans les biens intermédiaires ne se ralentira que faiblement au 1er semestre pour reprendre sa croissance par la suite. Toutefois la croissance globale de la branche en 1985 sera, contrairement à l'année précédente, inférieure à celle de l'ensemble de l'industrie manufacturière, les branches les plus dynamiques restant la chimie, le caoutchouc-matières plastiques et le papier-carton.

3. L'activité du bâtiment et des travaux publics

Au cours de l'année 1984, l'activité du bâtiment et des travaux publics a subi un nouveau recul estimé à 4,5 % environ en volume par rapport à 1983. Cette dégradation a affecté l'ensemble du secteur mais la chute a été plus accentuée dans le gros oeuvre et les travaux publics que dans le second oeuvre. Les mises en chantier ont fortement reculé s'élevant à seulement 293.000 logements^{1/} (- 12 %).

En 1985, les mises en chantier de logements devraient se situer à un niveau légèrement supérieur (environ 300.000) malgré une baisse au premier trimestre en raison des perturbations engendrées par la vague de froid. Les mesures de soutien prises le 23 janvier et tendant à améliorer la solvabilité des ménages et à relancer l'investissement immobilier locatif devraient en effet concourir à un redressement que semble attester l'évolution récente des financements. C'est le secteur aidé (prêts locatifs aidés et prêts en accession à la propriété) qui est à l'origine de ce mouvement ; les crédits y ont en effet été consommés de façon satisfaisante. En revanche dans le secteur des prêts conventionnés, la part de la construction neuve a baissé et les taux d'intérêt pèsent toujours sur la demande. Les mises en chantier dans ce secteur ainsi d'ailleurs que dans le secteur libre continuerait donc de baisser.

Pour les autres bâtiments, le nombre des permis de construire est en recul de 8,8 % en 1984 par rapport à 1983 ; la baisse touche surtout les bâtiments agricoles et les bâtiments industriels et de stockage tandis que le nombre de permis accordés pour les bâtiments de commerce et bureaux a progressé.

(1) En estimant à 10.000 le redressement qu'il faut apporter à la statistique en 1984 pour tenir compte des modifications dans les procédures administratives liées à la décentralisation.

Les commandes du secteur administratif assurent une part importante de l'activité (grands chantiers en région parisienne : comme Bercy, Le Louvre...) et il n'y a pas à prévoir pour cette année d'annulation de crédits budgétaires. Par contre, les commandes venant du secteur productif ne devraient pas se modifier fortement.

Ainsi, l'activité dans le gros-œuvre aura un profil très marqué en 1985 : forte baisse au 1er trimestre, reprise technique au 2ème trimestre se prolongeant au second semestre à un rythme beaucoup plus modéré en liaison avec la légère amélioration de la demande. Mais, par rapport à 1984, l'activité sera encore en baisse.

En ce qui concerne l'entretien-amélioration, il semble que l'activité soit plus soutenue d'une part en raison des réparations occasionnées par les intempéries mais également parce que certains acquéreurs, par manque de solvabilité préfèrent faire des travaux d'amélioration plutôt que d'acheter ; ce secteur devrait donc contribuer à soutenir l'activité du bâtiment en 1985.

Enfin, dans le secteur des Travaux publics, les entreprises ont enregistré en 1984 une forte dégradation de leur activité (- 10 % en volume). Mais l'activité devrait un peu s'améliorer en 1985 : en effet, dans ce secteur fortement dépendant de l'Etat, les crédits du Fonds spécial de grands travaux devraient s'ajouter aux crédits budgétaires, au lieu, comme les années précédentes, de s'y substituer. Cependant, dans ce secteur également, la vague de froid a lourdement hypothéqué l'activité au 1er trimestre.

Au total, en 1985, le secteur du BTP enregistrera une nouvelle mais moindre baisse de production malgré le redressement qui se fera sentir dès le printemps.

4. L'emploi et le marché du travail .

L'emploi

L'emploi s'est réduit en 1984 à un rythme régulier, voisin de celui de 1983 ; c'est ce qu'indiquent les chiffres dont on dispose actuellement qui intègrent une correction des variations saisonnières tenant mieux compte des effets des Pactes pour l'Emploi. Les données du Ministère du Travail apparaissent alors en parfaite concordance avec les données de l'Unedic : l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole décroît très régulièrement tout au long de l'année 1984 : - 0,3 % au 1er trimestre, - 0,4 % pour chacun des trois trimestres suivants (cf. tableau ci-joint). En rythme annuel, la baisse est de 1,4 % très voisine de celle observée

en 1983 (- 1,5 %). De plus, les écarts entre branches se maintiennent : la baisse la plus forte est observée dans les biens intermédiaires (- 4 %), les biens d'équipement^{1/} (- 3 %) et les biens de consommation (- 3 %). En revanche, l'emploi est presque stable dans les commerces (- 0,5 %) et il augmente dans les services marchands (+ 1 %).

L'année 1984 diffère cependant un peu de 1983 pour deux branches. Dans le bâtiment, la baisse s'est en effet un peu ralentie, tout en restant très forte (- 5 %) ; dans les transports-télécommunications, les effectifs, stables en 1983, se sont légèrement réduits en 1984.

Pour l'essentiel, 1984 prolonge donc 1983 et tout porte à croire que 1985 s'inscrira dans la même tendance. Dans l'industrie, la croissance sera à peu près du même ordre qu'en 1984, les restructurations se poursuivant dans la sidérurgie, le travail des métaux aussi bien que dans l'automobile ou les charbonnages.

Les réponses des industriels à l'enquête de conjoncture de mars confirment cette prévision pour le 1er semestre.

Dans le bâtiment, la légère reprise que l'on devrait enregistrer au deuxième semestre ne fera pas sentir ses effets sur l'emploi avant 1986. Enfin, dans le tertiaire, le ralentissement des créations nettes d'emploi se poursuivra au point que seul le secteur non marchand verra ses effectifs progresser. Dans le tertiaire marchand en effet, les créations dans les services marchands et les banques et assurances seront compensées par les suppressions d'emploi dans le commerce et les transports-télécommunications.

Evolution des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles							taux de croissance %					
							1984					
							84.1	84.2	84.3	84.4	GAt	MA
-0,8	-0,8	-1,0	-0,8	-3,3	-3,2	Industrie manufacturière	-0,8	-0,8	-0,8	-0,7	-3,0	-3,2
-0,7	-0,7	-0,8	-0,7	-2,9	-2,7	Industrie	-0,7	-0,7	-0,7	-0,6	-2,7	-2,9
-1,7	-1,5	-1,1	-1,2	-5,3	-6,3	Bâtiment - Travaux publics	-1,1	-1,0	-1,0	-0,9	-4,0	-4,5
0,2	0,0	0,0	0,0	0,3	0,5	Tertiaire marchand	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	-1,4	-1,4	Ensemble du secteur marchand non agricole	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3	-1,3	-1,4

(1) y compris l'automobile

Ces évolutions s'effectueront à un rythme régulier tout au long de l'année. Ce sont à nouveau 170.000 emplois salariés qui disparaîtraient en 1985 (soit 1 % de la population salariée), dont 140.000 pour les seuls secteurs industriels.

Le Marché du Travail

Les indicateurs d'offres d'emploi continuent à être très médiocres : le stock d'offres stagne depuis un an à un niveau de l'ordre de 45.000, les flux d'entrée ne dépassant guère dans le même temps 30.000 par mois : les licenciements économiques s'inscrivent toujours en début d'année sur une tendance moyenne supérieure à 35.000 par mois ; le nombre de journées indemnisiées pour chômage partiel est encore supérieur à un million chaque mois. Le seul indicateur un peu mieux orienté est le nombre de sorties de l'Agence pour reprise d'activité qui, depuis le milieu de l'année 1984, dépasse en moyenne de 15 % le niveau certes très bas qu'il avait un an auparavant.

Pourtant, les demandes d'emploi ont baissé en février (- 0,5 %) et en mars (- 0,2 %) après, il est vrai, avoir augmenté en janvier (1,1 %).

Ces premières données sur l'année montrent déjà les difficultés qu'il y a à prévoir l'évolution du chômage en 1985.

Celle-ci sera en effet affectée par trois éléments difficilement chiffrables. Le premier de ceux-ci est la mise en place progressive des systèmes de gestion informatisée des demandes d'emploi (GIDE) qui s'accompagne d'un passage au pointage par correspondance. Celui-ci devrait être neutre à terme. En revanche, la mise en place de GIDE crée un effet d'inventaire, car il engendre des radiations au fur et à mesure de l'examen des dossiers. De plus, dans l'immédiat, les perturbations sont sensibles. L'opération aura donc jusqu'à son achèvement un effet difficilement estimable sur les statistiques.

En second lieu, interviennent depuis quelques mois de nouvelles dispositions au sujet des demandeurs âgés de plus de 55 ans. Ceux qui le désirent peuvent en effet renoncer à la recherche d'un emploi, tout en conservant leurs droits. Ils ne sont plus alors considérés comme demandeurs d'emploi. Environ 10.000 personnes ont été radiées à ce titre des fichiers depuis le mois de novembre 1984. Notons que l'on comptait encore fin février 1985, 80.000 demandeurs de 60 ans ou plus et sans doute plus de 100.000 entre 55 et 59 ans^{1/}.

(1) On ne dispose que du chiffre correspondant à la tranche 50-59 ans. Celui-ci est de 300.000.

Enfin, les formules nouvelles à destination des jeunes, prévues par le plan du 26 septembre 1984, commencent à se développer. Il s'agit pour l'instant essentiellement des TUC^{1/} (travaux d'utilité collective) puisque les formations alternées ne semblent pas avoir véritablement démarré. 12.000 jeunes inscrits dans des TUC à la fin janvier, 41.000 fin février, parmi lesquels plus de 9 sur 10 étaient auparavant inscrits à l'ANPE, voilà qui peut expliquer en partie la stabilisation puis la diminution du nombre de jeunes demandeurs inscrits à l'Agence depuis le début de l'année. Mais, d'une part, il est possible que cette formule "morde" sur d'autres dispositifs : les stages de formation visant les 16-18 ans ou les 18-21 ans, par exemple, n'atteindraient pas alors les objectifs ambitieux qui leur ont été assignés à partir des résultats enregistrés lors des précédentes campagnes. D'autre part, ces travaux d'utilité collective sont des tâches à durée limitée (quelques mois) et ils n'auront d'impact durable que s'ils sont massivement renouvelés à l'échéance de la première vague ou s'ils se transforment en emplois véritables.

Au total, il apparaît à l'heure actuelle impossible de formuler une prévision quant à l'évolution des DEFMs d'ici la fin de l'année 1985, d'autant que peuvent s'ajouter aux diverses mesures évoquées, les contrats formation-recherche d'emploi discutés en ce moment entre les partenaires sociaux. On peut simplement indiquer que la relation traditionnelle mais fragile qui lie ressources en main d'œuvre et évolutions prévues d'emploi amènerait au cours de l'année 1985 20.000 demandeurs d'emploi supplémentaires en moyenne chaque mois. Ainsi, si la croissance tendancielle du chômage reste la même, les mesures que nous venons d'évoquer provoqueront sans doute une inflexion sensible dans la croissance des demandes d'emplois en 1985, en particulier chez les plus jeunes et les plus âgés^{2/}.



(1) Les titulaires de TUC sont assimilés, dans les textes, à des stagiaires de la formation professionnelle, donc à des inactifs.

(2) On peut constater ainsi que les données du marché du travail de mars indiquent une croissance annuelle des demandes d'emploi de 13 % pour les 25-49 ans alors qu'elle est seulement de 2 % pour les moins de 25 ans et de 6 % pour les 50 ans et plus (+ 8 % pour l'ensemble).

INVENTAIRE COMMUNAL

Les équipements de la France

La première partie de cet ouvrage propose l'analyse des résultats selon le plan suivant :

- Introduction méthodologique
- Géographie communale
- Infrastructure (eau, assainissement, ordures, pollution)
- Les équipements
- Les équipements et la population
- Les équipements et l'espace
- Les relations intercommunales
- Le tourisme
- L'évolution de l'équipement sur dix ans

La deuxième partie regroupe les tableaux statistiques — dont la plupart sont régionaux — sur lesquels s'appuie l'analyse.

« Les collections de l'INSEE », série R « Régions », n° 57.

Volume broché - format 21 × 29,7 - 352 pages - 130 F.

CONSULTATION, VENTE :

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

P 676



Institut national de la statistique
et des études économiques

*l'annuaire statistique
des régions*

STATISTIQUES ET INDICATEURS DES RÉGIONS FRANÇAISES

Édition 1984

Chaque année, le volume **Statistiques et indicateurs des régions françaises** permet d'apprécier les situations, les évolutions et les disparités des vingt-deux régions françaises dans les principaux domaines de la vie économique et sociale.

La première partie porte sur la situation des régions françaises appréciée à l'aide d'indicateurs de démographie, d'emploi, de chômage et d'investissement. Les disparités régionales en France sont replacées dans le contexte plus large de la Communauté Européenne où les déséquilibres territoriaux sont étudiés dans un découpage en cent huit régions ;

La deuxième partie présente une étude des réalités économique et sociale selon un nouveau découpage de zones plus adapté que les régions administratives : les trois cent soixante quatre **zones d'emploi** ;

La troisième partie constitue un annuaire régional de données sur dix ans accompagnées d'indicateurs simples d'évolution afin de faciliter les comparaisons interrégionales.

*Les collections de l'INSEE, série R « Régions » n°s 55-56,
644 pages, 135 F*

CONSULTATION - VENTE

P 680

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication), et chez les libraires spécialisés.



Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Promotion d'un produit

Enquête dans les entreprises

Recherche d'un réseau commercial



SIRÈNE est le répertoire des entreprises et des établissements

A partir de SIRÈNE vous pouvez obtenir rapidement des listes d'adresses classées selon différents critères

- zone géographique
- activité principale
- effectif de l'entreprise

Autant d'informations indispensables à votre démarche.

INFORMATION :

Paris : Observatoire économique de Paris - Tour Gamma A, 195, rue de Bercy 75582 Paris Cedex 12.
Province : Observatoire économique de votre région.

P 658

insee

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1984

des séries à suivre...

L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE PROPOSE UN PANORAMA COMPLET DES DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA VIE ÉCONOMIQUE, DÉMOGRAPHIQUE ET SOCIALE DE LA FRANCE.

Il contient :

- Des séries longues, des données d'enquêtes, des comparaisons internationales fournissant l'essentiel de l'information statistique disponible.
- Une liste d'organismes utiles à connaître, des références documentaires précises facilitant l'accès à une information plus détaillée.
- Des commentaires techniques, des définitions et des précisions méthodologiques permettant une bonne compréhension des données chiffrées.

Le volume, 930 pages, 430 F

CONSULTATION, VENTE :

Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE (adresses en fin de publication) et chez les libraires spécialisés.

P 673



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

**Impression d'après documents fournis
IMPRIMERIE NATIONALE
5 677 292 P47**

Information, consultation, vente

● OBSERVATOIRES ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX DE L'INSEE

Ajaccio (CORSE : Corse-du-Sud, Haute-Corse) :

1, résidence du Parc Belvédère, 20000 AJACCIO. — Tél. : (95) 21-25-80.

Amiens (PICARDIE : Aisne, Oise, Somme) :

2, rue Robert-de-Luzarches, 80026 AMIENS CEDEX. — Tél. : indices courants (22) 91-91-91 ; autres informations (22) 91-39-39.

Besançon (FRANCHE-COMTÉ : Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort) :

Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25042 BESANÇON CEDEX. — Tél. : indices courants (81) 52-03-33 ; autres informations (81) 52-42-20.

Bordeaux (AQUITAINE : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques) :

33, rue Saget, 33076 BORDEAUX CEDEX. — Tél. : indices courants (56) 91-84-90 ; autres informations (56) 91-89-90.

Caen (BASSE-NORMANDIE : Calvados, Manche, Orne) :

93-95, rue de Geôle, 14037 CAEN CEDEX. — Tél. : (31) 85-35-70.

Clermont-Ferrand (AUVERGNE : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) :

52, avenue de Royat, 63403 CHAMALIÈRES CEDEX. — Tél. : indices courants (73) 36-79-90 ; autres informations (73) 36-03-50.

Dijon (BOURGOGNE : Côte d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) :

Immeuble « Mercure », avenue Albert-1^{er}, 21033 DIJON CEDEX. — Tél. : indices courants (80) 45-28-34 ; autres informations (80) 43-31-45.

Lille (NORD - PAS-DE-CALAIS : Nord, Pas-de-Calais) :

12, boulevard Vauban, 59800 LILLE. — Tél. : (20) 30-86-86.

Limoges (LIMOUSIN : Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) :

50, avenue Garibaldi, BP 1553, 87031 LIMOGES CEDEX. — Tél. : (55) 79-26-25.

Lyon (RHÔNE - ALPES : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie) :

165, rue Garibaldi, BP 3196, 69041 LYON CEDEX 3. — Tél. : indices courants (7) 863-22-01 ; autres informations (7) 863-22-02, 03 et 04.

Marseille (PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse) :

17, rue Menpenti, 13387 MARSEILLE CEDEX 10 (adresse postale), 37-39, bd Vincent-Delpuech, 13006 MARSEILLE (adresse visiteurs) — Tél. : indices courants (91) 78-01-95 ; autres informations (91) 83-00-22.

Montpellier (LANGUEDOC-ROUSSILLON : Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales) :

274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone », 34064 MONTPELLIER CEDEX. — Tél. : indices courants (67) 64-64-53 ; autres informations (67) 64-31-95.

Nancy (LORRAINE : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) :

15, rue du Général-Hulot, 54029 NANCY CEDEX. — Tél. : (8) 327-03-27.

Nantes (PAYS-DE-LA-LOIRE : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée) :

5, boulevard Louis-Barthou, 44037 NANTES CEDEX. — Tél. : indices courants (40) 89-36-10 ; autres informations (40) 89-36-02.

Orléans (CENTRE : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret) :

43, avenue de Paris, 45046 ORLÉANS CEDEX. — Tél. : indices courants (38) 68-18-28 ; autres informations (38) 53-71-08.

Paris (ILE-DE-FRANCE : Paris, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Val d'Oise, Yvelines) :

OEP, Tour « Gamma A », 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12. — Tél. : indices courants (1) 345-70-75 ; réévaluation et indexation (1) 345-72-31 ; autres informations (1) 345-73-74.

Poitiers (POITOU-CHARENTES : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne) :

3, rue du Puygareau, 86020 POITIERS. — Tél. : (49) 88-31-69.

Reims (CHAMPAGNE - ARDENNE : Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne) :

1, rue de l'Arbalète, 51079 REIMS CEDEX. — Tél. : (26) 88-24-12.

Rennes (BRETAGNE : Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan) :

Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier, BP 17, 35031 RENNES CEDEX. — Tél. : (99) 30-91-90.

Rouen (HAUTE-NORMANDIE : Eure, Seine-Maritime) :

8, quai de la Bourse, 76037 ROUEN CEDEX. — Tél. : indices courants (35) 98-41-10 ; autres informations (35) 98-43-50.

Saint-Denis (RÉUNION) :

rue de l'École, 97490 SAINTE-CLOTILDE. — Tél. : 28-10-98.

Strasbourg (ALSACE : Bas-Rhin, Haut-Rhin) :

14, rue Adolphe-Seyboth, 67084 STRASBOURG CEDEX. — Tél. : indices courants (88) 22-43-53 ; autres informations (88) 32.03.18.

Toulouse (MIDI-PYRÉNÉES : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) :

36, rue des 36-Ponts, 31054 TOULOUSE CEDEX. — Tél. : indices courants (61) 25-42-67 ; autres informations (61) 25-21-36.

● AUTRES POINTS D'INFORMATION ET VENTE INSEE

Basse-Terre (INSEE — Service régional de Guadeloupe) :

Chemin du Petit-Paris, BP 96, 97102 BASSE-TERRE. — Tél. : 81-17-86.

Cayenne (INSEE — Service régional de Guyane) :

81, rue Christophe-Colomb, BP 757, 97305 CAYENNE CEDEX. — Tél. : 31-12-79 et 31-45-87.

Fort-de-France (INSEE — Service régional de Martinique) :

Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, BP 605, 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX. — Tél. : 71-71-79 et 71-71-80.

Pointe-à-Pitre (INSEE — Service Interrégional Antilles-Guyane) :

BP 863, 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX. — Tél. : 82-42-20.

● ET 200 LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES (PARIS, PROVINCE)

Prix de vente et abonnements

● PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Économie et statistique

Revue mensuelle d'information. Abonnement 1 an (11 numéros). Édition sur papier : France, 295 F ; étranger, 350 F. Le numéro : France, 31 F ; étranger, 37 F. Édition sur microfiche : France, 125 F ; étranger, 155 F. Le numéro isolé sur microfiche(s) : 15 F.

Tendances de la conjoncture

Tendances de la conjoncture est constitué de deux cahiers trimestriels de graphiques et de données, des chiffres de quinzaine, des tableaux mensuels d'indicateurs et d'un supplément trimestriel sur la situation et les perspectives de l'économie française. Abonnement 1 an : France, 445 F ; étranger, 540 F. Le cahier trimestriel : France, 44 F ; étranger, 50 F.

Note de conjoncture de l'INSEE

Etude de la situation et des perspectives de l'économie française. Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 110 F ; étranger, 130 F ; le numéro : France, 32 F ; étranger, 38 F.

Informations rapides

Service complémentaire de *Tendances de la conjoncture*. 250 envois par an environ : communiqués, notes rapides, résultats détaillés d'enquêtes de conjoncture. Abonnement 1 an : France, 1 030 F ; étranger, 1 260 F. Le cahier de résultats détaillés, 8 F.

Annales de l'INSEE

Statistique mathématique, théorie économique, économétrie. Abonnement 1 an (4 numéros), édition sur papier : France, 320 F ; étranger, 385 F. Le numéro : France, 93 F ; étranger, 105 F. Édition sur microfiche : France, 74 F ; étranger, 105 F. Le numéro : 19 F.

Bulletin mensuel de statistique

Bulletin de statistiques hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles. Abonnement 1 an (12 numéros) : Édition sur papier : France, 240 F ; étranger, 275 F. Le numéro : France, 23 F ; étranger, 28 F. Édition sur microfiche : France, 125 F ; étranger, 155 F. Le numéro isolé sur microfiche(s) : 15 F.

Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment. Abonnement 1 an (11 numéros) : France, 50 F ; étranger, 60 F. Le numéro : 10 F.

Bulletin bibliographique

Trois fois par an, ce bulletin présente des analyses d'articles et d'ouvrages portant sur la méthodologie statistique appliquée ou applicable aux pays en voie de développement. Abonnement 1 an (3 numéros) : France, 44 F ; étranger, 55 F. Le numéro : France, 16 F ; étranger, 20 F.

Courrier des statistiques

Quatre fois par an, une image globale de la vie du système statistique français. Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 78 F ; étranger, 100 F. Le numéro : France, 23 F ; étranger, 28 F.

Publications régionales de l'INSEE

Statistiques et conjonctures régionales. Prix des abonnements et nombre de livraisons variables selon les régions. Demande d'abonnement à adresser directement aux Observatoires économiques régionaux.

● LES COLLECTIONS DE L'INSEE

	France			Étranger
	Édition sur papier	Édition sur microfiche	Édition sur papier	Édition sur microfiche
Série C. « Comptes et planification » (8 volumes).....	435	510	225	275
Série D. « Démographie et emploi » (10 volumes)	540	635	205	255
Série E « Entreprises » (8 volumes)	435	510	205	255
Série M. « Ménages » (10 volumes)	540	635	225	275
Série R. « Régions » (4 volumes)	233	275	95	140
Abonnement groupé (36 volumes toutes séries réunies)	1 795	2 170	810	1 050

Le numéro : prix variable

Bon de commande

à retourner à l'Observatoire économique de votre région

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS SUIVANTES :

- | | | | |
|---------------------------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------------|
| Économie et statistique | <input type="checkbox"/> | Annales de l'INSEE | <input type="checkbox"/> |
| Bulletin mensuel de statistique | <input type="checkbox"/> | Courrier des statistiques | <input type="checkbox"/> |
| Tendances de la conjoncture | <input type="checkbox"/> | Bloc-notes de l'OEP | <input type="checkbox"/> |
| Note de conjoncture de l'INSEE | <input type="checkbox"/> | Bulletin bibliographique | <input type="checkbox"/> |
| Informations rapides | <input type="checkbox"/> | | |

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX « COLLECTIONS DE L'INSEE » :

- | | | | |
|---------------|--------------------------|----------------------------------|--------------------------|
| Série C..... | <input type="checkbox"/> | Série M | <input type="checkbox"/> |
| Série D..... | <input type="checkbox"/> | Série R | <input type="checkbox"/> |
| Série E | <input type="checkbox"/> | 36 volumes (toutes séries) | <input type="checkbox"/> |

MONTANT A RÉGLER : F

Ci-joint en règlement : mandat — chèque bancaire — chèque postal*
au nom de M. le Régisseur des Recettes de l'INSEE.

Nom ou raison sociale :

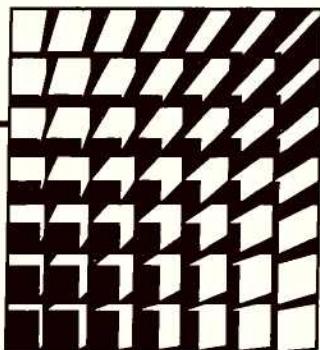
Profession ou activité :

Adresse :

Je désire être informé(e) en permanence des ouvrages et périodiques publiés par l'INSEE en recevant brochures et catalogues :

oui — non*

*Rayer les mentions inutiles.



LE DISPOSITIF INSEE D'INFORMATION CONJONCTURELLE

INFORMATIONS RAPIDES

Ces notes, pratiquement quotidiennes (250 numéros par an), diffusent immédiatement l'essentiel de l'information : derniers indices, opinions des chefs d'entreprise et des ménages (première livraison : diagnostic global; deuxième livraison : tableaux détaillés et commentés), comptes nationaux trimestriels (en deux étapes également).

Abonnement 1 an: France 1 030 F; Étranger: 1 260 F.

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue, où les graphiques occupent la première place (plus de 1 200 séries sur dix ans ou sur vingt ans), constitue un véritable outil de travail grâce à la précision du dessin et grâce à la présence des tableaux (sur trois ans) à l'appui des courbes.

- Deux cahiers trimestriels complémentaires:
 - cahier 1: tableau de bord de l'économie sur dix ans, en 600 séries
 - cahier 2: en 600 séries mais sur vingt ans, d'abord le suivi de l'environnement international, puis une illustration méthodique des comptes trimestriels.
- Trois suppléments:
 - les chiffres de quinzaine: les nouveaux chiffres parus dans les quinze derniers jours, pour actualiser les 1 200 séries des cahiers 1 et 2.
 - les graphiques du mois: un tableau de bord condensé en quinze graphiques.
 - la note de conjoncture: quatre fois par an, l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (voir ci-dessous pour la seule note).

Tendances de la conjoncture: abonnement 1 an, France 445 F, étranger 540 F.

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

(disjointe de l'abonnement à TENDANCES).
Abonnement isolé à la Note de Conjoncture 1 an, France 110 F, étranger 130 F.

insee

institut national de la statistique et des études économiques